

banques locales, laissait dans les esprits des doutes sur la vérité du titre ; l'unité était rompue : il s'ensuivit de graves difficultés pour les échanges. Cet état de choses ne pouvait durer, et, malgré la résistance de quelques localités, un décret inséré au *Moniteur*, le 29 avril, rétablit l'unité en prononçant la fusion des banques départementales, qui eurent à retirer peu à peu de la circulation leurs titres particuliers. La prévention qui existait contre les billets s'éteignit, et la transmission des capitaux devint plus facile pour la reprise des travaux.

Ainsi, par la seule force des choses, se trouva instituée l'unité du grand établissement de crédit rayonnant sur tous les points du territoire. Tant il est vrai que les théories financières, lorsqu'elles sont exactes, deviennent toujours nécessaires, et leur application arrive infailliblement. On comprit bientôt que cette vaste institution ne pouvait descendre à tous les détails du rouage de la circulation, parce que l'investigation que lui dicte la prudence ne peut arriver à connaître tous les degrés de solvabilité réclamés pour la sûreté de ses opérations. Elle a dû, en conséquence, se poser des limites, et exiger plus de garantie dans son assistance. Il fallut, dans la répartition du crédit, créer un intermédiaire qui, par son organisation locale, put étendre sa correspondance au plus grand nombre possible d'industriels et de commerçants. Ce rouage secondaire, placé sous la surveillance du gouvernement et de la commune, dut fonctionner dans l'intérêt général et non dans l'intérêt particulier. Sa dépendance ne devait, en aucun temps, lui permettre de s'écarter de sa mission, qui est, dans les moments de crise, d'ouvrir et de faciliter la circulation des capitaux, d'en maintenir la valeur à un taux raisonnable, et, en temps normal, de procurer une économie journalière dans les frais de recouvrements, en offrant à la Banque générale toute garantie par la mutuelle assurance des engagés.

Avec l'organisation centrale de la Banque de France, la création des Comptoirs nationaux est donc indispensable.

Par la publicité de ses opérations, la Banque, montrant à toute la France la sagesse de son administration, la confiance qu'elle inspire, fait affluer dans ses caisses de nombreux capitaux qui trouvent dans la